

PEEP-SUP en appelle à la responsabilité de chacun

- ◆ Les parents d'étudiants PEEP-SUP tiennent à signifier leur ferme opposition aux blocages actuels des universités.
- ◆ Ils témoignent que les syndicats et associations représentatives siégeant au CNESER ont participé à la concertation qui a conduit à l'adoption de la loi « Libertés et responsabilités des universités » (LRU).
- ◆ Ils demandent instamment que :
 - tout soit mis en œuvre pour que soient respectés les principes du débat contradictoire, de la liberté d'expression et du rejet de la violence, bafoués actuellement par une minorité contestataire,
 - les étudiants concernés fassent appel aux juridictions compétentes pour faire lever les blocages d'universités.
- ◆ Ils exigent une très grande fermeté de la part de tous les présidents d'université face aux actions violentes et aux dégradations, eux dont la responsabilité est d'« assurer la sécurité des personnes et des biens et la libre circulation des étudiants, éviter les violences morales et physiques, permettre le bon déroulement des enseignements ».
- ◆ Ils savent aussi que nombre d'étudiants ayant déjà vécu une telle situation lors du mouvement contre le CPE refusent à nouveau la suppression des cours et la remise en question des examens qui entravent leurs cursus d'études et hypothèquent leur avenir.
- ◆ Ils continuent à demander une réelle amélioration des conditions de vie étudiante dans tous les domaines qui favorisent la réussite étudiante : logement, aides sociales, accueil dans des locaux universitaires décentes, droit à l'insertion professionnelle...
- ◆ Les parents d'étudiants PEEP-SUP exigent que l'égalité pour tous soit garantie dans le droit à la culture et à la formation professionnalisante universitaire : ils souhaitent faire confiance au gouvernement dans sa volonté de réformer en profondeur le système actuel qui mène un trop grand nombre d'étudiants à l'échec.
- ◆ Ils condamnent la désinformation alimentée par certains syndicats sur les conséquences de la loi LRU. Le service public d'enseignement supérieur doit continuer à bénéficier aux étudiants qui le souhaitent et le méritent.